

REGLEMENTATION /// CE QUI CHANGE AU 1^{er} JANVIER 2017

Rituel peu digeste après les fêtes, le jour de l'An marque l'entrée en vigueur de nouveautés législatives et réglementaires, impactant les entreprises et les personnes publiques. Les acteurs du BTP n'y échappent pas. En 2017, les changements seront perceptibles en droit social, urbanisme, commande publique, mais aussi en matière de performance énergétique et d'immobilier.

Pour connaître le détail des mesures, cliquez sur la thématique ou le texte de votre choix.

/// COMMANDE PUBLIQUE, ETATS ET COLLECTIVITÉS

- [La e-facture obligatoire dans les marchés publics](#)
- [Le recensement des marchés se dématérialise](#)
- [Des données publiques circulent gratuitement](#)
- [Les exceptions à l'obligation de diffuser les documents administratifs](#)
- [Les nouvelles règles du jeu pour les litiges de travaux publics](#)

/// REGLEMENTATION TECHNIQUE ET DROIT DE LA CONSTRUCTION

- [L'obligation d'embarquer des travaux de rénovation énergétique est entrée en vigueur](#)
- [Une assurance obligatoire pour les travaux de géothermie de minime importance](#)
- [Des ascenseurs obligatoires dans les grues de chantier de plus de 50 mètres](#)
- [Un nouveau guide pour les travaux à proximité des réseaux](#)
- [Le CITE reconduit en 2017, avec des critères plus exigeants pour certains équipements](#)

/// URBANISME ET ENVIRONNEMENT

- [La procédure du « cas par cas » revisitée pour l'évaluation environnementale](#)
- [La démocratie environnementale renforcée](#)
- [Le nouveau Grand Paris Aménagement opérationnel](#)
- [L'Agence française pour la biodiversité voit le jour](#)
- [Taxe d'aménagement et redevance d'archéologie préventive : les tarifs fixés pour 2017](#)
- [L'obligation de reprise des déchets du BTP s'applique au 1er janvier... en attendant la décision des Sages](#)
- [La loi Egalité et citoyenneté : la continuité des procédures de Scot et de PLUi assurée.....](#)
- [Carte communale : le maire est automatiquement compétent](#)
- [Sans Scot, les règles de constructibilité sont plus limitées](#)
- [La nouvelle carte intercommunale est effective](#)

/// LOGEMENT ET IMMOBILIER

- [Action Logement réformé](#)
- [Bornes de recharge pour véhicules électriques : tous les bâtiments concernés en 2017](#)
- [Copropriétés : le diagnostic technique global entre en vigueur](#)
- [Création d'une réduction d'impôt pour les travaux de rénovation dans les résidences de tourisme](#)
- [L'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties au cas par cas](#)
- [Taxe et redevance pour création de locaux de bureaux : les tarifs 2017 par mètre carré fixés](#)
- [Dispositif contre la vacance des logements conventionnés en zone tendue](#)

/// DROIT SOCIAL ET VIE DES ENTREPRISES

- [Le nouveau référendum d'entreprise est sur les rails](#)
- [Temps de travail : priorité à l'accord d'entreprise](#)
- [Le compte personnel d'activité activé](#)
- [Négociateur sur le droit à la déconnexion devient obligatoire](#)
- [Médecine du travail : de nouvelles prescriptions](#)
- [Le bulletin électronique devient la règle de droit commun](#)
- [Simplification du bulletin pour les grandes entreprises](#)
- [Amiante : une nouvelle certification pour les diagnostiqueurs](#)
- [Tout le monde passe à la DSN](#)
- [Excès de vitesse : les entreprises devront déclarer l'identité du conducteur](#)
- [Le CICE monte en puissance en 2017](#)
- [Le taux de l'impôt sur les sociétés ramené à 28 % pour certaines TPE-PME](#)
- [PME : l'aide à l'embauche reconduite en 2017](#)
- [Retards de paiement : les taux de l'intérêt légal pour le 1^{er} semestre 2017 en baisse](#)

Source : [Le Moniteur.fr](#)

RECOURS A L'ARCHITECTE /// PARUTION DU DECRET SUR LE SEUIL DE 150 m²

Le **décret n° 2016-1738 du 14 décembre 2016** publié au « Journal officiel » du 16 décembre 2016 « relatif à des dispenses de recours à un architecte » **fixe à 150 mètres carrés de surface de plancher** le seuil au-delà duquel le recours à un architecte est obligatoire «pour les personnes physiques qui édifient ou modifient des constructions, à l'exception des constructions à usage agricole». **Cette disposition est applicable aux demandes de permis de construire déposées à compter du 1er mars 2017.**

Ce décret est pris en application de l'article 82 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

En conséquence de quoi le [décret n° 77-190 du 3 mars 1977](#) relatif aux dispenses de recours à un architecte prévues à l'[article 4 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977](#) sur l'architecture est abrogé.

LIRE LE COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'UNSA A CE SUJET, CLIQUEZ ICI

Source : [Le Moniteur.fr](#), [syndicat-architectes.fr](#)

JURIDIQUE /// UNE PROCEDURE SIMPLIFIÉE POUR RECOUVRER SES HONORAIRES

Par décret du 9 mars 2016, le gouvernement habilite, depuis le 1^{er} juin 2016, les huissiers de justice à émettre un titre exécutoire (acte ayant valeur de jugement), en vue de recouvrer une créance d'un montant inférieur à 4000 euros.

Définie aux articles R. 125-1 et suivants du code de procédure civile d'exécution, cette procédure simplifiée est applicable aux seules créances ayant une cause contractuelle (prestation de service, travaux, etc.) ou résultant d'une obligation à caractère statutaire (charges de copropriété, cotisations sociales, etc.). Le seuil maximal de 4000 euros fixé par décret doit comprendre à la fois le principal et les intérêts de la créance.

Concrètement, l'architecte qui souhaite recouvrer un impayé peut s'adresser à un huissier de justice exerçant dans le ressort du tribunal de grande instance dans lequel est domicilié son client. L'huissier invite, par lettre recommandée avec accusé de réception, le client à participer à la procédure simplifiée de recouvrement. Le client dispose alors d'un mois pour accepter la procédure. L'acceptation peut se faire sous différentes formes : émargement, envoi postal ou encore envoi électronique sur un formulaire d'acceptation. En cas d'acceptation par le client, l'huissier de justice propose un accord sur le montant et sur les modalités de paiement. L'huissier émet de lui-même un titre exécutoire à l'architecte récapitulant les diligences effectuées en vue de la conclusion de cet accord. Une copie de ce titre exécutoire est remise au client. En cas de refus ou d'absence de réponse de la part du client pendant un mois, l'architecte n'aura pas d'autre choix que d'engager une procédure en injonction de payer.

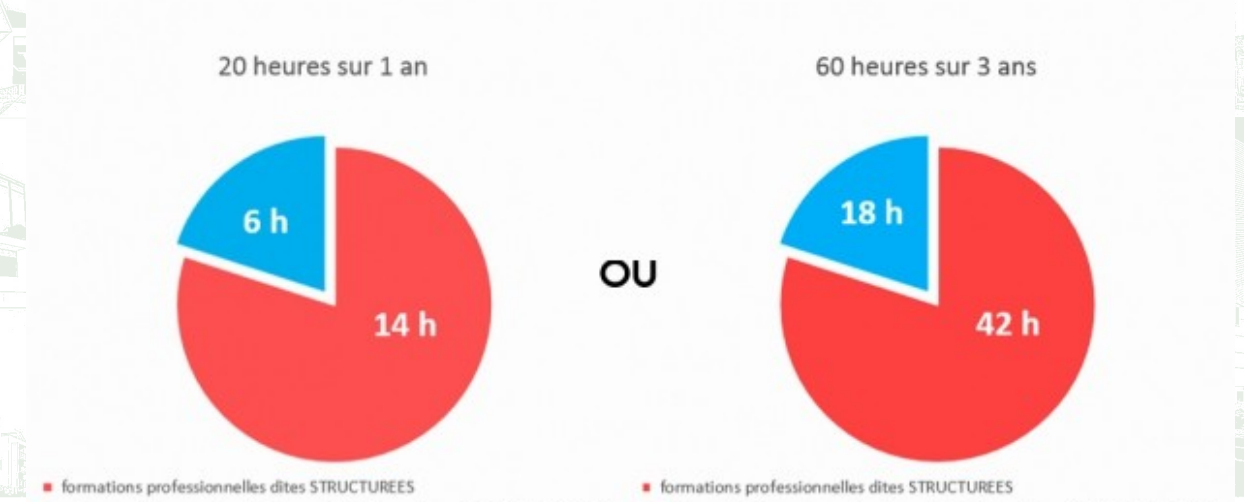
[Les conseils pratiques de l'Ordre pour recouvrer simplement ses honoraires, cliquez ici](#)

Source : [architectes.org](#)

PRATIQUE /// LE POINT SUR VOS OBLIGATIONS DE FORMATION ET DECLARATION EN LIGNE

Suite à la publication du décret sur l'obligation de formation continue des architectes, un nouvel outil en ligne vous permet de déclarer vos heures de formations dites "structurées" ou "complémentaires" annuellement.

Pour rappel : Schéma de l'obligation de formation



DEFINITIONS :

Formation structurée :

Par la participation à des actions de formation professionnelle continue, réalisées par des organismes de formation agréés, dont le programme présente des objectifs de progression des compétences, un déroulement pédagogique, une évaluation de compétences. Ces organismes vous délivrent en fin de formation une attestation, une certification ou un diplôme.

Formation complémentaire :

- Par la participation à des colloques, des congrès, conférences ou journées professionnelles ayant un lien direct avec l'activité professionnelle de l'architecte ;
- Par l'animation de formations, la dispense d'enseignements, l'animation de colloques ou de conférences dans un cadre professionnel ou universitaire ;
- Par la participation à des journées professionnelles d'information organisées par l'Ordre
- Par la formation à distance (e-learning, MOOC, etc.)

MODALITES

Cette déclaration se fait sur votre espace architecte, sur le site de l'Ordre ([www.architectes.org/user](#)), dans la rubrique « Formations continues ».

Si vous le souhaitez, vous pouvez déposer vos justificatifs d'action de formation, ceci n'est pas obligatoire. Il vous faudra par contre les conserver pendant 6 ans.

Les heures faites au-delà du quota obligatoire annuel sont capitalisées sur une durée de 4 ans. Après avoir répondu à votre obligation de formation, une attestation se génère automatiquement. Vous pourrez ainsi valoriser auprès des maîtres d'ouvrage vos compétences. Cette attestation est plus détaillée que sa version précédente car elle mentionne le thème des formations suivies et leur durée.

Période transitoire : Vous pouvez toujours déclarer vos formations 2014-2015 jusqu'en mars 2017. Après cette date le module ne vous permettra plus de déclarer rétroactivement vos actions de formation.

Source : [architectes.org](#)

PUBLICATION /// ARCHIGRAPHIE 2016 : OBSERVATOIRE DE LA PROFESSION

archigraphie

Le Conseil national de l'Ordre publie la deuxième édition de son observatoire démographique et économique de la profession d'architecte "Archigraphie". Réalisée par le CREDOC, cette étude dresse le profil d'une profession ayant subi une forte récession de 2008 à 2015 mais entamant une sortie de crise.

[Télécharger "Archigraphie 2016", cliquez ici](#)

Source : [architectes.org](#)